

ROYAUME DE BELGIQUE.KONINKRIJK BELGIE.AVIS DU CONSEIL D'ETAT.ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des finances, le 20 mai 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "concernant les douanes et les accises", a donné le 23 juin 1975 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 20e mei 1975 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "inzake douane en accijnzen", heeft de 23e juni 1975 het volgend advies gegeven :

Le projet de loi prévoit en son article 40 une autorisation de coordonner les textes législatifs relatifs aux douanes et aux accises. Cette matière qui contient des textes s'échelonnant depuis 1822 à nos jours est extrêmement dispersée; de nombreuses dispositions sont rédigées en termes désuets; d'autres ne sont plus guère appliquées; d'autres encore contiennent des règles qui ont été exprimées ultérieurement sous une autre forme sans que l'on puisse toujours distinguer si l'abrogation implicite de la disposition plus ancienne est acquise.

Pour faciliter la réalisation des intentions du Gouvernement, il conviendrait d'abroger dans la loi du 26 août 1822, les dispositions qui sont devenues sans application et d'y supprimer des formules désuètes. On pourrait à ce propos remplacer les premiers articles de cette loi, qui apparaissent quelque peu anachroniques.

En ce qui concerne les amendes en florins qui, par application de l'article 1er de la loi du 30 décembre 1832, doivent être converties en francs belges, à raison de deux francs par florins, plus une majoration de 6 p.c. du total pour "différence monétaire", il s'indiquerait de profiter du projet de loi actuel pour faire la toilette de la loi du 26 août 1822.

De plus, en accord sur ce point avec le fonctionnaire délégué, le Conseil d'Etat estime que le meilleur système pour éviter les difficultés d'interprétation que pourrait soulever l'application de l'article 33, § 2, de la loi du 10 avril 1933 consisterait à introduire directement dans la loi du 26 août 1822 les chiffres péréquats des amendes fiscales.

Si ce système était adopté, il conviendrait, par voie de conséquence, de remplacer l'article 33, § 2, première phrase, de la loi du 10 avril 1933, par le texte suivant :

"Les amendes fiscales en matière de douane et d'accise qui ont été fixées par les lois antérieures au 1er avril 1926 et qui n'ont pas été révisées postérieurement à cette date sont majorées de 190 décimes additionnels"

Enfin, l'expression "par nous" qui figure dans différents articles de la loi du 26 août 1822 devrait être supprimée, dès l'instant où l'attribution du pouvoir réglementaire pour les causes indiquées est déterminée par des dispositions postérieures à cette loi.

Par ailleurs, si à l'occasion de la coordination que le Gouvernement projette, son intention était d'apporter des modifications de fond aux textes en vigueur, cette coordination devrait être soumise pour confirmation au législateur, comme il a été fait, notamment, pour le Code du logement.

*

* *

En différents endroits, le projet prévoit l'attribution au Ministre des Finances de pouvoirs réglementaires. Il importe à cet égard de rappeler que le pouvoir réglementaire appartient au Roi en vertu des articles 67 et 78 de la Constitution. Il est toutefois généralement

.../...

admis qu'après avoir arrêté les mesures de principe nécessaires à l'exécution de la loi, le Roi peut confier à un ministre le soin de déterminer des normes accessoires, telles que le libellé d'un formulaire, les attributions d'un bureau ou les délais de paiement d'une imposition due.

Il arrive aussi que la loi attribue directement à un ministre un certain pouvoir réglementaire. Dans la logique du système ce ne devrait être que pour régler des questions accessoires. De telles attributions ne devraient, en tous cas, pas être confiées à des fonctionnaires

*

* *

EXAMEN DES ARTICLES

Article 3.

Il se déduit de l'exposé des motifs que le texte de l'article 162 ne traduit pas l'intention véritable du Gouvernement. Il doit être modifié pour correspondre à cette intention.

L'article 63 de la loi du 26 août 1822 qui fait référence à la distance déterminée par l'article 162 devrait, à la suite de la modification de ce dernier article, être également modifié.

.../...

Article 4.

Le nouveau texte prévu pour l'article 177 de la loi de 1822 interdit les dépôts de marchandises dans le rayon des douanes, à l'exception des marchandises "non fraudées" dont la détention est permise à certains possesseurs.

Le texte ne précise pas à quelle partie, les intéressés ou l'administration, incombera la charge de la preuve quant à la provenance régulière des marchandises. Selon le fonctionnaire délégué, cette preuve ne devra être fournie par les intéressés qu'à partir du moment où l'administration nourrira des doutes sérieux sur cette provenance régulière, au départ de certains indices matériels.

Le nouveau texte devrait être rédigé de façon à tenir compte de ces intentions. En effet, la répartition de la charge de la preuve intéresse au premier chef les juridictions qui auront à sanctionner les infractions.

D'autre part, cet article remplace entièrement le texte de l'article 177 de la loi de 1822. La nouvelle rédaction rend inadéquate la référence qui est faite à cet article dans différents articles de la loi, notamment dans les articles 195, 200, 225 et 312, lesquels doivent être modifiés en conséquence.

Articles 16 et 17.

Plutôt que de modifier le numérotage de trois articles, ce qui peut être source de confusion, il est suggéré d'insérer un nouvel article 6bis dans la loi du 4 mars 1846.

.../...

Article 31.

Au nouvel article 58, § 1er, introduit dans la loi du 4 mars 1846, la référence à l'article 33 de la loi du 10 avril 1933 est peu adéquate. Cet article est, en réalité, une disposition modificative de l'article 324 de la loi du 26 août 1822.

Article 41.

Le Conseil d'Etat propose, avec l'accord du fonctionnaire délégué de prévoir outre les abrogations prévues au projet, celles des dispositions suivantes qui sont devenues sans objet :

- a) les articles 4, 39, 44, 70, 130, 135, 142, 154, 204, 251, 276 et 277 de la loi générale du 26 août 1822;
- b) les articles 3 et 66 de la loi du 4 mars 1846;
- c) l'article 4 de la loi du 7 juin 1832.

Article 42.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé à l'article 4, alinéa 2, de la loi du 31 mai 1961, qui fixe le moment de l'entrée en vigueur des lois.

Le chapitre V paraît pouvoir être omis sans inconvénient.

*

* *

.../...

Le projet soulève, en outre, diverses observations de forme qui n'appellent pas de commentaires et dont il a été tenu compte dans le texte ci-après, lequel a reçu l'accord du fonctionnaire délégué :

Chapitre Ier.-

Modification à la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, des accises, ainsi que du droit de tonnage des navires de mer.

Article 1er.-

L'intitulé de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, des accises, ainsi que du droit de tonnage des navires de mer, est remplacé par l'intitulé suivant :

"Loi générale relative aux douanes et accises".

Article 2.-

Le chapitre Ier et les article 1er à 3 de la même loi sont remplacés par les dispositions suivantes :

"CHAPITRE Ier. - Principes.

Article 1er.- Sauf les exceptions prévues par la loi et les traités, toute marchandise en provenance d'un pays étranger est assujettie aux droits déterminés par le Tarif des droits d'entrée, lorsqu'elle entre sur le territoire du Royaume ou lorsqu'elle sort des entrepôts ou des zones franches.

.../...

Par marchandises, on entend tous objets, denrées, matières premières, animaux, et en général tout bien meuble quelconque.

Article 2.- Les droits d'entrée sont dus et exigibles pour toutes marchandises qui n'en sont pas expressément exemptées, aussi souvent qu'elles font l'objet d'une importation .

Article 3.- Les marchandises soumises aux droits d'accise sont désignées dans la présente loi, sous la dénomination de "marchandises d'accises".

Article 3.-

§ 1er. Dans les articles 6, 9, 37, 38, 42 et 52 de la même loi, les mots "par nous" sont supprimés.

§ 2. Dans l'article 38 de la même loi, les mots "nous désignerons" sont remplacés par les mots "seront désignés".

Article 4.-

§ 1er. Dans l'article 209 de la même loi, les mots "dix florins" sont remplacés par les mots "mille francs".

§ 2. Dans les articles 51, 212, 217, 218, 221 et 228 de la même loi, les mots "vingt-cinq florins" sont remplacés par les mots "mille francs".

.../...

§ 3. Dans les articles 23, 24, 209 et 220 de la même loi, les mots "cinquante florins" sont remplacés par les mots "deux mille francs".

§ 4. Dans les articles 203, 209, 217 et 312 de la même loi, les mots "cent florins" sont remplacés par "quatre mille francs".

§ 5. Dans les articles 53, 203, 275 et 276 de la même loi, les mots "trois cents florins" sont remplacés par les mots "douze mille francs".

§ 6. Dans l'article 227 de la même loi, les mots : "quatre cents florins" sont remplacés par les mots "seize mille francs".

Article 5.-

§ 1er. Sont remplacés par les mots "dans le rayon des douanes"

- a) les mots "partout où les magasins et dépôts sont défendus" figurant à l'article 181 de la même loi;
- b) les mots "dans la distance du territoire étranger désignée à l'article 177" figurant à l'article 195 de la même loi;
- c) les mots "sur les lieux et dans les îles où l'existence de magasins et dépôts clandestins de marchandises est défendue par l'article 177" figurant à l'article 225 de la même loi;

.../...

d) les mots "dans la distance des frontières de terre fixée par l'article 177" figurant à l'article 312 de la même loi.

§ 2. Dans l'article 200 de la même loi, les mots "A l'exception du terrain désigné à l'article 177" sont remplacés par les mots "A l'exception du rayon des douanes".

Article 6.-

L'article 63 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 63. Pour les marchandises d'accise qui seront exportées par les rivières ou par terre avec décharge de l'accise, la déclaration pour l'exportation est faite au bureau où ces marchandises ont été prises en charge et où est tenu le compte de crédit du déclarant".

Article 7.-

(article 1er du projet du Gouvernement sauf à lire, au début de l'article : "A l'article 120 de la même loi ...").

Article 8.-

(article 2 du projet du Gouvernement)

.../...

Article 9.-

L'article 162 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 162. Le Roi peut soumettre le transport, le chargement ou le déchargement de toute marchandise dans le rayon des douanes à l'accompagnement d'un document destiné à prévenir la fraude.

La forme du document est établie par le Ministre des Finances.

Le Ministre des Finances ou son délégué peut accorder des dérogations particulières à cette obligation, en les soumettant aux conditions qu'il détermine".

Article 10.-

L'article 177 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 177. Dans le rayon des douanes, il est interdit d'avoir ou d'établir des magasins ou dépôts de marchandises.

Cette interdiction ne s'applique pas aux marchandises non fraudées qui sont détenues dans les exploitations commerciales, industrielles, agricoles, horticoles ou forestières, ainsi que dans les entreprises d'élevage ou de transport, ou comme approvisionnements au domicile des particuliers.

.../...

Les détenteurs de marchandises visés à l'alinéa 2 n'auront à établir la provenance régulière des marchandises que lorsqu'il existera des indices sérieux permettant de douter de la régularité de cette provenance".

Article 11.-

L'article 180 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 180. En vue de la prévention de la fraude, le Roi peut réglementer et notamment subordonner à autorisation, l'établissement de fabriques dans le rayon des douanes".

Article 12.-

§ 1er. Dans l'article 181, alinéa 2, et dans les articles 196 et 200 de la même loi, les mots "après le lever ou avant le coucher du soleil" sont remplacés par les mots "entre cinq heures du matin ou après neuf heures du soir".

§ 2. Dans l'article 198 de la même loi, les mots "avant le lever ou après le coucher du soleil" sont remplacés par les mots "avant cinq heures du matin ou après neuf heures du soir".

Article 13.-

L'article 182 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 182. L'assistance et l'autorisation mentionnées dans l'article 181 ne sont pas exigées pour la visite immédiate des maisons, granges ou autres enclos, situés dans

le rayon des douanes, dans lesquels auront été introduites ou recélées des marchandises soustraites à la visite des employés alors qu'ils étaient à leur poursuite. Ces marchandises seront présumées, jusqu'à preuve du contraire, former un dépôt de marchandises fraudées tombant sous l'interdiction de l'article 177".

Article 14.-

Dans l'article 184 de la même loi, la référence à l'article 178 est supprimée.

Article 15.-

L'article 186 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 186. En vue de la prévention de la fraude, le Roi peut réglementer et notamment subordonner à autorisation, l'établissement, l'exploitation et la cession de boutiques ou débits de marchandises d'accise dans le rayon des douanes".

Article 16.-

...(article 10 du projet du Gouvernement)...

.../...

Chapitre II. - Modifications à la loi du 7 juin 1832 qui établit un rayon unique de douane et à la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane.

Article 17.-

...(article 35 du projet du Gouvernement)...

Article 18.-

Dans l'article 15 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, la référence "et du § 2 de l'article 4 de la loi du 7 juin 1832" est supprimée, et les mots "territoire réservé ..." sont remplacés par les mots "rayon des douanes".

Chapitre III. - Modifications à la loi du 4 mars 1846 relative aux entrepôts de commerce.

Article 19.-

L'intitulé de la loi du 4 mars 1846 relative aux entrepôts de commerce est remplacé par l'intitulé suivant :

"Loi relative aux entrepôts douaniers".

Article 20.-

...(article 15 du projet du Gouvernement)...

Article 21.-

Un article 6bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

.../...

"Article 6bis. L'entrepôt fictif de réexportation est un magasin désigné par les intéressés et agréé par l'Administration, pour servir au dépôt de marchandises destinées à être réexportées à raison d'au moins 90 p.c. de leur quantité".

Article 22.-

Un article 11bis, rédigé comme suit, est inséré dans la même loi :

"Article 11bis. Sont admises en entrepôt fictif de réexportation les marchandises destinées à être réexportées à raison d'au moins 90 p.c. de leur quantité, à l'exclusion :

- a) des marchandises visées à l'article 7, 1°, 2° et 3°;
- b) des marchandises désignées par le Ministre des Finances"

Article 23.-

Le chapitre Ier, section 3, de la même loi est remplacé par les dispositions suivantes :

"Section 3. - Placement et manipulations des
marchandises.

Article 13. Les marchandises déposées dans les entrepôts publics, particuliers ou fictifs sont arrimées avec soin et classées séparément selon leur provenance ou leur origine. Les entrepositaires peuvent être astreints à placer sur les marchandises des étiquettes dont le modèle est fixé par le Ministre des Finances et à conserver ces dernières en bon état.

.../...

Dans les entrepôts fictifs de réexportation la distinction selon la provenance ou l'origine peut ressortir soit de l'étiquetage, soit de mentions dans les écritures.

Article 14. Les marchandises déposées en entrepôt peuvent être changées d'emballage, triées ou assorties. Elles peuvent également subir d'autres manipulations déterminées par le Roi aux conditions qu'Il fixe.

Article 15. Le Roi arrête un règlement pour le chargement, le déchargement et le placement des marchandises, ainsi que pour la levée d'échantillons".

Article 24.-

...(article 20 du projet du Gouvernement)...

Article 25.-

...(article 21 du projet du Gouvernement)...

Article 26.-

...(texte de l'article 22 du projet du Gouvernement, sous réserve de remplacer "article 35¹" par "article 35bis").

Article 27.-

Dans l'article 38¹, inséré dans la même loi par la loi du 16 février 1970, le 3° est remplacé par la disposition suivante :

"3° ... (comme à l'article 23 du projet du Gouvernement)..."

.../...

Article 28.-

...(article 24 du projet du Gouvernement)...

Article 29.-

...(article 25 du projet du Gouvernement)...

Article 30.-

...(texte de l'article 26 du projet du Gouvernement, sous réserve d'écrire au nouvel article 47ter, § 2, de la loi du 4 mars 1846 :

"Le Ministre des Finances ou son délégué peut permettre par décision particulière l'entrée en entrepôt ...").

Article 31.-

...(article 27 du projet du Gouvernement)...

Article 32.-

L'article 52 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Article 52. Sans préjudice de l'application des peines prévues en matière de fraude, sera puni d'un emprisonnement de quatre mois à un an et d'une amende de sept mille francs à quinze mille francs, celui qui aura pratiqué une issue clandestine dans un entrepôt public".

Article 33.-

L'article 54 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 54. Sera puni d'un emprisonnement de un mois à six mois et d'une amende de cinq cent francs à quatre mille francs ou de l'amende seulement celui qui sera trouvé dans un entrepôt public hors des heures d'ouverture de celui-ci.

Les peines d'emprisonnement et d'amende seront prononcées si le contrevenant est trouvé dans un entrepôt particulier".

Article 34.-

...(article 29 du projet du Gouvernement)...

Article 35.-

...(article 30 du projet du Gouvernement)...

Article 36.-

...(article 31 du projet du Gouvernement, sous réserve de rédiger le nouvel article 58 inséré dans la loi du 14 mars 1846, ainsi qu'il suit':

"Article 58. § 1er. Toute infraction aux mesures de police et d'ordre intérieur des entrepôts sera punie d'une amende de cinq cents francs à quatre mille francs.

§ 2. Les refus d'exercice seront punis conformément à l'article 324 de la loi générale du 26 août 1822 relative aux douanes et aux accises, modifié par la loi du 10 avril 1933").

Articles 37 à 38.-

... (articles 32 à 34 du projet du Gouvernement)...

.../...

Chapitre IV. - Dispositions diverses.Article 40.-

...(article 36 du projet du Gouvernement)...

Article 41.-

L'article 5 de la loi du 7 juin 1967 concernant les douanes et les accises, modifié par la loi du 16 février 1970, est complété par la disposition suivante :

§ 13. Le Roi peut déroger aux règles prévues aux paragraphes qui précèdent et arrêter d'autres règles, dans la mesure où des directives ou des décisions du Conseil ou de la Commission des Communautés européennes applicables sur le territoire du Royaume, en disposent autrement".

Articles 42 et 43.-

...(articles 38 et 39 du projet du Gouvernement)...

Article 44.-

... (texte de l'article 40 du projet du Gouvernement sous réserve de remplacer à l'alinéa 1er, le mot : "légales" par "législatives".

En ce qui concerne le 4° de cet article, le Conseil d'Etat signale que si dans l'intention du Gouvernement le texte néerlandais doit avoir la même force obligatoire que le texte français, la coordination doit être soumise pour confirmation au législateur.

.../...

Chapitre V. - Abrogations.Article 45.-

Sont abrogés :

- 1° les articles 4, 39, 44, 70, 130, 135, 142, 145, 146, 148, 149, 154, 163 à 171, 173, 174, 178, 179, 181, alinéa 4, 185, 187 à 189, 204, 251, 276 et 277 de la loi générale du 26 août 1822 concernant la perception des droits d'entrée, de sortie et de transit, des accises, ainsi que du droit de tonnage des navires de mer;
 - 2° à 4° ... (comme au projet du Gouvernement)....;
 - 5° l'article 4 de la loi du 7 juin 1832 qui établit un rayon unique de douanes;
 - 6° ... (comme au projet du Gouvernement)....;
 - 7° comme au projet du Gouvernement en ajoutant aux articles à abroger l'article 27 de la loi du 6 avril 1843;
 - 8° l'article 3, le chapitre II contenant les articles 26 à 34 et l'article 66 de la loi du 4 mars 1846, relative aux entrepôts de commerce;
 - 9° l'article 5 de la loi du 28 décembre 1954 contenant le budget des voies et moyens pour l'exercice 1955;
 - 10° et suivants ... (9° et suivants du projet du Gouvernement) ...".
-

Het ontwerp van wet verleent in artikel 40 machtiging tot het coördineren van de wetteksten betreffende de douane en de accijnzen. Deze materie omvat teksten die verspreid liggen over de periode tussen 1822 en heden; vele bepalingen zijn geredigeerd in bewoordingen die in onbruik zijn geraakt; andere worden praktisch niet meer toegepast; nog andere bevatten regels die naderhand in een andere vorm zijn verwoord, zonder dat steeds kan worden uitgemaakt of de vroegere bepaling wel degelijk stilzwijgend opgeheven is.

Het voornemen van de Regering zou gemakkelijker worden verwezenlijkt als in de wet van 26 augustus 1822 de nie meer toepasselijke bepalingen opgeheven en de verouderde formules geschrapt werden. Meteen zouden de eerste artikelen van de wet, die er ietwat anachronistisch uitzien, kunnen worden vervangen.

Wat de geldboeten in guldens betreft, die krachtens artikel 1 van de wet van 30 december 1832 moeten worden omgezet in Belgische frank naar rata van twee frank per gulden, plus een verhoging met 6 t.h. van het totaal wegens "verschil in muntwaarde", zou het onderhavige ontwerp te baat moeten worden genomen om de wet van 26 augustus 1822 op te frissen.

Bovendien meent de Raad van State - en de gemachtigde ambtenaar deelt die zienswijze - dat de beste regeling voor het ondervangen van de interpretatiemoeilijkheden die bij de toepassing van artikel 33, § 2, van de wet van 10 april 1933 zouden kunnen rijzen, erin bestaat de geperekwaateerde cijfers van de fiscale geldboeten rechtstreeks in de wet van 26 augustus 1822 op te nemen.

Wordt die regeling aangenomen, dan moet dientengevolge ook artikel 33, § 2, eerste volzin, van de wet van 10 april 1933 door de volgende tekst worden vervangen :

"De fiscale geldboeten inzake douane en accijnzen, die zijn vastgesteld door de wetten van vóór 1 april 1926 en na deze datum niet zijn herzien, worden verhoogd met 190 opdecimes".

Ten slotte zouden de woorden "door Ons", die in verscheidene artikelen van de wet van 26 augustus 1822 voorkomen, moeten worden geschrapt zodra de toekenning van de verordenende bevoegdheid voor de vermelde zaken is vastgesteld in bepalingen die na die wet tot stand zijn gekomen.

Wanneer het in de bedoeling van de Regering mocht liggen, naar aanleiding van de voorgenomen coördinatie de thans geldende teksten te wijzigen wat de grond betreft, zou die coördinatie ter bekrachtiging aan de wetgever moeten worden voorgelegd, zoals onder meer voor de "Huisvestingscode" is gedaan.

*

*

*

Op verschillende plaatsen voorziet het ontwerp in de toekenning van verordenende bevoegdheid aan de Minister van Financiën. Er moge op gewezen worden dat de verordenende bevoegdheid bij de Koning berust krachtens de artikelen 67 en 78 van de Grondwet. Algemeen wordt echter aanvaard dat

.../...

de Koning, nadat hij de principiële maatregelen die voor de uitvoering van de wet vereist zijn, heeft vastgesteld, een minister mag belasten met het uitschrijven bij bijkomende normen, bij voorbeeld in verband met de tekst van een formulier, de ambtsbevoegdheden van een kantoor, de termijnen voor het betalen van een verschuldigde belasting.

Soms ook verleent de wet een bepaalde verordening-bevoegdheid rechtstreeks aan een minister. De logica van het systeem eist dat dit alleen voor het regelen van bijkomende aangelegenheden gebeurt. In geen geval mogen zodanige bevoegdheden aan ambtenaren worden opgedragen.

*

* *

ONDERZOEK VAN DE ARTIKELEN.

Artikel 3.

Uit de memorie van toelichting kan worden afgeleid dat de tekst van artikel 162 de werkelijke bedoeling van de Regering niet weergeeft. Hij moet zo worden gewijzigd dat hij dat wel doet.

Ten gevolge van die wijziging moet dan ook gewijzigd worden artikel 63 van de wet van 26 augustus 1821, dat verwijst naar de afstand die in artikel 162 is bepaald.

.../...

Artikel 4.

De nieuwe tekst die voor artikel 177 van de wet van 1822 wordt voorgesteld, verbiedt opslagplaatsen voor goederen in de tolkring, maar niet voor "andere dan gesmokkelde goederen" welke sommige bezitters onder zich mogen houden.

De tekst zegt niet op welke partij, de betrokkenen of het bestuur, de bewijslast met betrekking tot de regelmatige herkomst van de goederen rust. Volgens de gemachtigde ambtenaar zal dat bewijs door de betrokkenen slechts moeten worden geleverd zodra het bestuur over die regelmatige herkomst ernstige twijfel gaat koesteren op grond van bepaalde materiële aanwijzingen.

De nieuwe tekst zou zo moeten worden geredigeerd dat hij met die bedoeling rekening houdt. De verdeling van de bewijslast is immers in de eerste plaats van belang voor de gerechten die de misdrijven zullen moeten straffen.

Dit artikel vervangt de gehele tekst van artikel 177 van de wet van 1822. De verwijzing naar dat artikel 177, die voorkomt in verschillende artikelen, onder meer 195, 200, 225 en 312, van de wet, wordt door de nieuwe redactie ondienstig. Die artikelen moeten dienovereenkomstig worden gewijzigd.

Artikelen 16 en 17.

Liever dan drie artikelen te vernummeren, hetgeen verwarrend kan werken, neme men een nieuw artikel (6bis) op in de wet van 4 maart 1846.

.../...

Artikel 31.

In het nieuwe artikel 58, § 1, dat in de wet van 4 maart 1846 wordt ingevoegd, is de verwijzing naar artikel 33 van de wet van 10 april 1933 niet geheel dienstig. Dat artikel is eigenlijk een bepaling tot wijziging van artikel 324 van de wet van 26 augustus 1822.

Artikel 41.

In overleg met de gemachtigde ambtenaar stelt de Raad van State voor, behalve de door de ontwerp-wet op te heffen bepalingen ook de volgende overbodig geworden bepalingen op te heffen :

- a) de artikelen 4, 39, 44, 70, 130, 135, 142, 154, 204, 251, 276 en 277 van de algemene wet van 26 augustus 1822;
- b) de artikelen 3 en 66 van de wet van 4 maart 1846;
- c) artikel 4 van de wet van 7 juni 1832.

Artikel 42.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom wordt afgeweken van artikel 4, tweede lid, van de wet van 31 mei 1961, waarin is bepaald op welk tijdstip de wetten in werking treden.

Hoofdstuk V lijkt zonder bezwaar te kunnen vervallen.

*

*

*

.../...

Bij het ontwerp zijn bovendien een aantal opmerkingen te maken die alleen de vorm betreffen en geen commentaar behoeven; er is rekening mee gehouden in de hierna voorgestelde tekst, waarmede de gemachtigde ambtenaar heeft ingestemd.

"HOOFDSTUK I. - Wijziging in de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoeren van de accijnzen alsmede van het tonnegeld der zeeschepen.

Artikel 1.-

Het opschrift van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing der rechten van in-, uit- en doorvoeren van de accijnzen alsmede van het tonnegeld der zeeschepen wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Algemene wet inzake douane en accijnzen".

Artikel 2.-

Hoofdstuk I en de artikelen 1 tot 3 van dezelfde wet worden door de volgende bepalingen vervangen :

"Hoofdstuk I. - Beginselen.

Artikel 1.- Behoudens de uitzonderingen waarin de wet en de verdragen voorzien, zijn alle uit een vreemd land herkomstige goederen onderworpen aan de rechten bepaald in het tarief van invoerrechten, wanneer zij op het grondgebied van het Rijk aankomen of wanneer zij opslagplaatsen of vrije zones uitgaan.

.../...

Onder goederen wordt verstaan : alle voorwerpen, waren, grondstoffen, dieren, en in het algemeen enigerlei roerend goed.

Artikel 2. De invoerrechten zijn verschuldigd en opeisbaar voor alle goederen die er niet uitdrukkelijk van vrijgesteld zijn, zo vaak zij worden ingevoerd.

Artikel 3. De goederen die aan accijnsrecht onderworpen zijn worden in deze wet aangeduid met de benaming "accijnsgoederen".

Artikel 3.-

§ 1. In de artikelen 6, 9, 37, 38, 42 en 52 van dezelfde wet, worden de woorden "door Ons" geschrapt.

§ 2. In artikel 38 van dezelfde wet worden de woorden "zijn of nader mochten worden aangewezen" vervangen door de woorden "zullen worden aangewezen".

Artikel 4.-

§ 1. In artikel 209 van dezelfde wet worden de woorden "tien guldens" vervangen door de woorden "duizend frank".

§ 2. In de artikelen 51, 212, 217, 218, 221 en 228 worden de woorden "vijfentwintig guldens" vervangen door de woorden "duizend frank".

§ 3. In de artikelen 23, 24, 209 en 220 van dezelfde wet worden de woorden "vijftig guldens" vervangen door de woorden "tweeduizend frank".

§ 4. In de artikelen 203, 209, 217 en 312 van dezelfde wet worden de woorden "honderd guldens" vervangen door de woorden "vierduizend frank".

§ 5. In de artikelen 53, 203, 275 en 276 van dezelfde wet worden de woorden "driehonderd guldens" vervangen door de woorden "twaalfduizend frank".

§ 6. In artikel 227 van dezelfde wet worden de woorden "vierhonderd guldens " vervangen door de woorden "zestienduizend frank".

Artikel 5.-

§ 1. De woorden "in de tolkring" worden vervangen :

- a) de woorden "Overal waar geene magazijnen of nederlagen zijn mogen", in artikel 181 van dezelfde wet;
- b) de woorden "binnen den afstand van het vreemd grondgebied in artikel 177 genoemd", in artikel 195 van dezelfde wet;
- c) de woorden "op het terrein en de eilanden alwaar volgens artikel 177 geene magazijnen of nederlagen van goederen mogen zijn", in artikel 225 van dezelfde wet;
- d) de woorden "binnen den afstand van het vreemd territorium aan de landzijde, in artikel 177 bepaald", in artikel 312 van dezelfde wet.

§ 2. In artikel 200 van dezelfde wet worden de woorden "Met uitzondering van het terrein, opgenoemd in artikel 177" vervangen door de woorden "Met uitzondering van de tolkring".

Artikel 6.-

Artikel 63 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 63. Voor accijnsgoederen die langs rivieren of te land worden uitgevoerd met ontheffing van accijns, wordt de aangifte voor uitvoer gedaan op het kantoor waar die goederen in ontvangst genomen zijn en waar de creditrekening van de aangever wordt gehouden".

Artikel 7.-

(artikel 1 van het Regeringsontwerp, maar aanvangend als volgt : "In artikel 120 van dezelfde wet ...").

Artikel 8.-

(artikel 2 van het Regeringsontwerp).

Artikel 9.-

Artikel 162 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 162. De Koning kan aan het vervoeren, laden of lossen van enigerlei goederen in de tolkring de voorwaarde verbinden, dat zij vergezeld gaan van een document ter voorkoming van sluikhandel.

De vorm van het document wordt vastgesteld door de Minister van Financiën.

De Minister van Financiën of zijn gemachtigde kan, onder door hem te stellen voorwaarden, bijzondere afwijkingen van die verplichting toestaan".

Artikel 10.-

Artikel 177 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 177. In de tolkring is het verboden magazijnen of opslagplaatsen van goederen te hebben of op te richten.

Dat verbod geldt niet voor niet-gesmokkelde goederen, die in handels-, nijverheids-, landbouw-, tuinbouw-, bosbouw, kwekerij of vervoerbedrijven, of als voorraad in de woning van particulieren gehouden worden.

Zij die goederen als bedoeld in het tweede lid onder zich hebben, moeten de regelmatige herkomst ervan slechts bewijzen als er ernstige aanwijzingen zijn die aan de regelmatigheid van die herkomst kunnen doen twijfelen".

Artikel 11.-

Artikel 180 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 180. Ter voorkoming van sluikhandel kan de Koning de oprichting van fabrieken in de tolkring reglementeren en inzonderheid afhankelijk stellen van een machtiging.

Artikel 12.-

§ 1. In artikel 181, tweede lid, en in de artikelen 196 en 200 van dezelfde wet, worden de woorden "na zonneopgang en vóór zonneondergang" vervangen door de woorden "tussen vijf uur 's morgens en negen uur 's avonds".

§ 2. In artikel 198 van dezelfde wet worden de woorden "vóór zonneopgang en na zonneondergang" vervangen door de woorden "vóór vijf uur 's morgens of negen uur 's avonds".

Artikel 13.-

Artikel 182 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

.../...

"Artikel 182. De in artikel 181 vermelde assistentie en autorisatie zijn niet vereist voor de dadelijke visitatie van in de tolkring gelegen huizen, schuren of andere voor afsluiting vatbare plaatsen, waar goederen werden binnengebracht of opgenomen die aan het onderzoek van de ambtenaren werden onttrokken terwijl deze die goederen aan het volgen waren. Die goederen worden, tot het bewijs van het tegendeel geleverd is, vermoed een opslag van gesmokkelde goederen te vormen waarop het in artikel 177 gestelde verbod toepasselijk is".

Artikel 14.-

In artikel 184 van dezelfde wet wordt de verwijzing naar artikel 178 geschrapt.

Artikel 15.-

Artikel 186 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 186. Ter voorkoming van sluikhandel kan de Koning de exploitatie en de overdracht van winkels of slijterijen van accijnsgoederen in de tolkring reglementeren en inzonderheid afhankelijk stellen van een machtiging".

Artikel 16.-

(artikel 10 van het Regeringsontwerp).

HOOFDSTUK II. - Wijzigingen in de wet van 7 juni 1832 waarbij een enige tolkring wordt opgericht en in de wet van 6 april 1843 op de beteugeling van sluikhandel inzake douane.

Artikel 17.-

(artikel 35 van het Regeringsontwerp).

Artikel 18.-

In artikel 15 van de wet van 6 april 1843 op de beteugeling van de sluikhandel inzake douane wordt de verwijzing "et du § 2 de l'article 4 de la loi du 7 juin 1832" geschrapt en worden de woorden "territoire réservé..." vervangen door de woorden "rayon des douanes".

HOOFDSTUK III. - Wijzigingen in de wet van 4 maart 1846 betreffende de handelsentrepots.

Artikel 19.-

Het opschrift van de wet van 4 maart 1846 betreffende de handelsentrepots, wordt door het volgende opschrift vervangen :

"Wet betreffende de douane-entrepots".

Artikel 20.-

(artikel 15 van het Regeringsontwerp) ...

Artikel 21.-

In dezelfde wet wordt een artikel 6bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 6bis. Het fictief entrepot voor wederuitvoer is een magazijn, door de belanghebbenden aangewezen en door de administratie aangenomen voor de opslag van goederen die bestemd zijn om voor ten minste 90 p.c. van hun hoeveelheid wederuitgevoerd te worden".

Artikel 22.

In dezelfde wet wordt een artikel 11bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 11bis. In fictief entrepot voor wederuitvoer worden toegelaten de goederen die voor ten minste 90 pct. van hun hoeveelheid bestemd zijn om wederuitgevoerd te worden, met uitsluiting van :

- a) de goederen bedoeld in artikel 7, 1°, 2° en 3°;
- b) de goederen aangewezen door de Minister van Financiën".

Artikel 23.-

Hoofdstuk I, afdeling 3, van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Afdeling 3 - Plaatsing en behandeling van de goederen.

Artikel 13. De in de openbare, particuliere of fictieve entrepots opgeslagen goederen worden met zorg gestuwd en afzonderlijk gerangschikt volgens hun herkomst of hun oorsprong. De entrepositarissen kunnen worden verplicht op de goederen etiketten, waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister van Financiën, aan te brengen en ze in goede staat te bewaren.

In de fictieve entrepots voor wederuitvoer kan het onderscheid volgens de herkomst of de oorsprong blijken hetzij uit de etiketten, hetzij uit vermeldingen in de geschriften.

Artikel 14. De in entrepot opgeslagen goederen mogen van verpakking worden veranderd, gesorteerd of geassorteerd. Zij mogen eveneens andere door de Koning bepaalde behandelingen ondergaan onder de door hem vastgestelde voorwaarden.

Artikel 15. De Koning vaardigt een reglement uit betreffende het laden, lossen en opslaan van de goederen, en betreffende het nemen van monsters".

.../...

Artikel 24.-

(artikel 20 van het Regeringsontwerp).

Artikel 25.-

(artikel 21 van het Regeringsontwerp).

Artikel 26.-

(tekst van artikel 22 van het Regeringsontwerp, maar "artikel 35¹" vervangen door "artikel 35bis").

Artikel 27.-

In artikel 38¹, in dezelfde wet ingevoegd door de wet van 16 februari 1970, wordt het 3° door de volgende bepaling vervangen :

"3° ... (zoals in artikel 23 van het Regeringsontwerp) ...".

Artikel 28.-

(artikel 24 van het Regeringsontwerp).

Artikel 29.-

(artikel 25 van het Regeringsontwerp).

Artikel 30.-

(tekst van artikel 26 van het Regeringsontwerp, maar in het nieuwe artikel 47ter, § 2, van de wet van 4 maart 1846 leze men :

"De Minister van Financiën of zijn gemachtigde kan, bij een bijzondere beslissing, goederen in fictief entrepot..."

Artikel 31.-

(artikel 27 van het Regeringsontwerp).

Artikel 32.-

Artikel 52 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 52. Onverminderd de toepassing van de straffen bepaald inzake sluikhandel, wordt met gevangenisstraf van vier maanden tot een jaar en met geldboete van zeventuizend frank tot vijftienduizend frank gestraft hij die een geheime uitgang in een openbaar entrepot heeft gemaakt".

Artikel 33.-

Artikel 54 van dezelfde wet wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 54. Met gevangenisstraf van een maand tot zes maanden en met geldboete van vijfhonderd frank tot vierduizend frank of met geldboete alleen wordt gestraft hij die in een openbaar entrepot wordt aangetroffen buiten de openingsuren.

De gevangenisstraf en de geldboete worden opgelegd als de overtreder in een particulier entrepot wordt aangetroffen".

Artikel 34.-

(artikel 29 van het Regeringsontwerp).

Artikel 35.-

(artikel 30 van het Regeringsontwerp).

Artikel 36.-

(artikel 31 van het Regeringsontwerp, maar het nieuw artikel 58 dat in de wet van 14 maart 1846 wordt ingevoegd, redigere men als volgt :

.../...

"Artikel 58. § 1. Elke overtreding van politiemaatregelen of maatregelen van inwendige orde betreffende entrepots wordt gestraft met geldboete van vijfhonderd frank tot vierduizend frank.

§ 2. Dienstverhinderings wordt gestraft overeenkomstig artikel 324 van de algemene wet van 26 augustus 1822 inzake douane en accijnzen gewijzigd bij de wet van 10 april 1933".

Artikelen 37 tot 39.-

(artikelen 32 tot 34 van het Regeringsontwerp).

HOOFDSTUK IV - Diverse bepalingen.

Artikel 40.-

(artikel 36 van het Regeringsontwerp).

Artikel 41.-

Artikel 5 van de wet van 7 juni 1967 inzake douane en accijnzen, gewijzigd bij de wet van 16 februari 1970, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"§ 13. De Koning kan van de in de vorige paragrafen gestelde regels afwijken en andere regels vaststellen in zo-ver richtlijnen of beschikkingen van de Raad of van de Commissie van de Europese Gemeenschappen die op het grondgebied van het Rijk toepasselijk zijn, anders beschikken".

Artikelen 42 en 43.-

(artikelen 38 en 39 van het Regeringsontwerp).

Artikel 44.-

(tekst van artikel 40 van het Regeringsontwerp, maar in het eerste lid leze men : "De Koning kan de nog geldende wetsbepalingen inzake douane en accijnzen, alsook de bepalingen waardoor zij op het tijdstip van de coördinaties uitdrukkelijk of impliciet zijn gewijzigd, volledig of gedeeltelijk coördineren").

In verband met het 4° van dit artikel moge de Raad van State erop wijzen dat indien de Nederlandse tekst volgens de Regering rechtsgeldig moet zijn zoals de Franse tekst, de coördinatie ter bekrachtiging aan de wetgever moet worden voorgelegd).

HOOFDSTUK V. - Opheffingen.Artikel 45.-

Opgeheven worden :

- 1° de artikelen 4, 39, 44, 70, 130, 135, 142, 145, 146, 148, 149, 154, 163 tot 171, 173, 174, 178, 179, 181, vierde lid, 185, 187 tot 189, 204, 251, 276 en 277 van de algemene wet van 26 augustus 1822 over de heffing van rechten van in-, uit- en doorvoer, van de accijnzen, alsmede van het tonnegeld der zeeschepen;
- 2° tot 4° ... (zoals in het Regeringsontwerp)...;
- 5° artikel 4 van de wet van 7 juli 1832 waarbij een enige tolkring wordt opgericht;
- 6° ... (zoals in het Regeringontwerp) ...;
- 7° ... (zoals in het Regeringsontwerp maar aan de op te heffen artikelen dient artikel 27 van de wet van 6 april 1843 te worden toegevoegd);

.../...

- 8° artikel 3, hoofdstuk II bevattende de artikelen 26 tot 34, en artikel 66 van de wet van 4 maart 1846 betreffende de handelsentrepots;
- 9° artikel 5 van de wet van 28 december 1954 houdende de Rijksmiddelenbegroting voor het dienstjaar 1955;
- 10° en volgende ... (9° en volgende van het Regeringsontwerp ...)".
-

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN,
de Heren :

H. ROUSSEAU,
J. van den BOSSCHE,

P. DE VISSCHER,

C. DESCHAMPS,

Madame : J. TRUYENS,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

président de chambre,
kamervoorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. MASQUELIN.